

Rôle de la France au Rwanda : le Parti socialiste refuse de signer un appel visant à « tenir un discours de vérité »



Le premier secrétaire du parti socialiste français a refusé d'apposer sa signature au bas d'une lettre ouverte enjoignant Emmanuel Macron à « tenir un discours de vérité » sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi. Selon Olivier Faure, les autorités rwandaises « instrumentalisent le génocide pour consolider leur dictature ».

Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste français, a refusé de s'associer à une lettre ouverte publiée début avril dans plusieurs quotidiens, dont *Le Monde* ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/04/commemoration-du-genocide-contre-les-tutsis-la-place-du-president-de-la-republique-](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/04/commemoration-du-genocide-contre-les-tutsis-la-place-du-president-de-la-republique-le-7-avril-est-a-kigali_5445829_3232.html)

[le-7-avril-est-a-kigali_5445829_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/04/04/commemoration-du-genocide-contre-les-tutsis-la-place-du-president-de-la-republique-le-7-avril-est-a-kigali_5445829_3232.html)), qui appelait Emmanuel Macron à se rendre au Rwanda pour la 25e commémoration et à « tenir un discours de vérité » sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi (<https://www.jeuneafrique.com/759106/politique/emmanuel-macron-devoile-la-composition-de-la-commission-dhistoriens-sur-le-role-de-la-france-au-rwanda/>).

Le 15 mars, Olivier Faure a adressé un courriel – dont *JA* a obtenu copie – à l'un des auteurs de cette tribune, Benjamin Abtan, conseiller de Bernard Kouchner à l'époque où celui-ci était ministre des Affaires étrangères, dans lequel il expliquait ne pas souhaiter cautionner « une réconciliation qui s'effectue au détriment de la Francophonie » et « validerait la politique d'un régime profondément autoritaire qui tue et emprisonne ses opposants ».

Estimant que cette lettre ouverte ne sert pas à « faire éclore la vérité intégrale sur toutes les responsabilités de manière impartiale », Olivier Faure regrettait qu'elle exclue « la complicité d'acteurs depuis lors au pouvoir et qui précisément instrumentalisent le génocide pour consolider leur dictature ».